ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 novembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "du ... fixant, en ce qui concerne la situation des agents des communes et des commissions d'assistance publique, les modalités d'exécution des fusions de communes ratifiées par les lois du 17 juillet 1970", a donné le 14 décembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e november 1970 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "van ... tot vaststelling, wat de toestand van het personeel van de gemeenten en van de commissies van openbare onderstand betreft, van de uitvoeringsmodaliteiten betreffende de samenvoegingen van gemeenten, bekrachtigd bij de wetten van 17 juli 1970", heeft de 14e december 1970 het volgend advies gegeven :

Selon son intitulé, l'arrêté royal en projet fixe, en ce qui concerne la situation des agents des communes et des commissions d'assistance publique, les modalités d'exécution des fusions de communes ratifiées par les lois du 17 juillet 1970.

Cette dernière précision quant à la portée de l'arrêté ne figure pas dans le texte de celui-ci. Elle devrait faire l'objet d'un article 1er du projet.

Quant au préambule, il devrait être complété par un alinéa précisant sur la proposition de quels Ministres l'arrêté sera pris. A cet égard, il convient d'établir une concordance entre les mentions relatives aux Ministres qui proposent, qui exécutent et qui contresignent.

Aux alinéas 1er et 2 du préambule, il y a lieu de viser les deux dispositions constituant le fondement légal du projet.

Au § 2 de l'article 2 du projet, la "date de la fusion" est, en l'occurrence, celle où la fusion produit intégralement ses effets, c'est-à-dire "la date de l'installation du conseil communal de la nouvelle commune". Il serait préférable d'employer cette expression.

A l'article 6 du projet (article 8 du texte proposé ci-après), il importe de préciser que les agents qui ont 60 ans d'âge et 30 ans de service, au moment de la réalisation de la fusion, pourront demander leur mise à la retraite à tout moment, avant 65 ans, et que l'administration communale pourra la leur refuser.

.../...

A l'article 9 du projet (article 10 du texte proposé), il y a lieu de rétablir la réserve qui a été ajoutée par l'arrêté royal du 24 décembre 1965 à l'article 10 de l'arrêté royal du 29 décembre 1964 fixant les modalités d'exécution des fusions de communes ratifiées par les lois des 2 et 6 juillet 1964, et qui a été omise ici par inadvertance.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent et des intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose, pour l'ensemble du projet, le texte ci-après qui contient, en outre, des modifications de forme et de présentation ne requérant aucun commentaire.

TEXTE PROPOSE.

ARRETE ROYAL FIXANT, EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION DES AGENTS DES COMMUNES ET DES COMMISSIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE, LES MODALITES D'EXECUTION DES FUSIONS DE COMMUNES RATIFIEES PAR LES LOIS DU 17 JUILLET 1970.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'une troisième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 103;

.../...

Vu la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'un arrêté royal pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 2;

Vu les avis des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de ... (voir avis) ... ,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique aux fusions de communes ratifiées par les deux lois du 17 juillet 1970.

Article 2.-

Dans les communes issues des fusions, le conseil communal désigne, dès sa première séance, à titre provisoire et par priorité parmi les anciens titulaires des fonctions respectives, un secrétaire communal et un receveur communal, ou un secrétaire communal seulement, selon que la nouvelle commune n'est pas ou est soumise à l'autorité du commissaire d'arrondissement.

Article 3.-

§ 1er. Dans les communes issues des fusions, le conseil communal au cours de sa première séance ou au plus tard dans les trois mois de celle-ci : ...(le surplus comme à l'article 2, § 1er, du projet, sous réserve des modifications ci-après) ...

.../...

1° fixe ... selon que la commune compte au moins 10.000 habitants ou non ;

2° ... ".

§ 2. En régime transitoire, le statut administratif, visé au § 1er, garantit aux agents en fonctions à la date de l'installation du conseil communal de la nouvelle commune, le bénéfice des dispositions qui leur étaient applicables dans leur ancienne commune.

Article 4.-

§ 1er. Sans préjudice de l'article 2, les agents visés à l'article 3, § 2, sont maintenus ... (la suite comme à l'article 3, alinéa 1er, du projet) ...

§ 2. ... (comme à l'article 3, alinéas 2 et 3, du projet) ...

Article 5.-

§ 1er. Dès que les délibérations mentionnées à l'article 3, § 1er, sont approuvées, le conseil communal ou le collège des bourgmestre et échevins, selon le cas, pourvoit aux emplois prévus au cadre.

Il nomme, d'office, les agents visés à l'article 3, § 2, à des fonctions... (le surplus comme à l'article 4, § 1er, du projet).

§ 2. En vue de la nomination aux fonctions de commissaire de police et de garde-champêtre, le conseil communal et, s'il fait usage du droit que lui attribue la loi, le bourgmestre présentent par priorité, dans les limites des articles 123 et 129 de la loi communale, les titulaires des fonctions, respectivement, de commissaire de police et de garde-champêtre des communes fusionnées.

.../...

§ 3. Il ne peut être fait appel à des candidatures extérieures qu'en vue d'attribuer les emplois pour lesquels aucun des agents visés à l'article 3, § 2, ne réunit les conditions requises.

Article 6.-

Les agents qui n'auraient pu être nommés en vertu de l'article 5, sont nommés en surnombre, à un grade en rapport avec leurs titres et capacités ainsi qu'avec les fonctions qu'ils occupaient avant la fusion.

Dans ce cas, s'ils étaient occupés à temps partiel dans leur ancienne commune, la durée de leurs prestations n'est pas modifiée.

Article 7.-

La rétribution des agents visés à l'article 3, § 2, ne peut, à aucun moment, être inférieure à la rétribution résultant du statut pécuniaire dont ces agents auraient bénéficié en restant au service de leur ancienne commune.

Article 8.-

Sans préjudice des droits acquis à un régime plus favorable, les agents définitifs en fonctions à la date de l'installation du conseil communal de la nouvelle commune peuvent être mis à la retraite, à leur demande, avant l'âge de 65 ans, si, à la date susdite, ils étaient âgés d'au moins 60 ans et comptaient au moins 30 années de services susceptibles de conférer des droits à une pension de retraite.

.../...

Ils peuvent introduire cette demande à tout moment. Le conseil communal peut la rejeter, s'il estime que la mise à la retraite prématurée serait contraire aux intérêts d'une bonne administration.

Les agents ainsi admis à la retraite prématurée sont censés, pour la fixation du montant de la pension, avoir exercé leurs fonctions jusqu'à l'âge de 65 ans révolus.

Article 9.-

Sans préjudice de l'article 8, les agents visés à cet article restent soumis au régime de pension qui leur était applicable.

Article 10.-

Les dispositions des articles 2 à 9 sont applicables mutatis mutandis aux commissions d'assistance publique des communes fusionnées et à leurs agents, sous la réserve que les décisions prises par les commissions d'assistance publique en application du présent arrêté, sont soumises au régime de surveillance et de contrôle fixé par les lois sur l'assistance publique.

Article 11.-

Tous les membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement communal des communes fusionnées sont nommés d'office, par le conseil communal de la nouvelle commune, dans le personnel enseignant de celle-ci.

.../...

Jusqu'au moment de cette nomination, ils sont maintenus en fonctions et conservent le bénéfice de leur statut pécuniaire.

Article 12.-

Pour autant que de besoin, les gouverneurs de province prennent des mesures en vue de sauvegarder les avantages acquis par les receveurs communaux régionaux dont le ressort a été influencé par une ou plusieurs fusions de communes.

Les dispositions de l'article 8 du présent arrêté sont applicables mutatis mutandis aux receveurs communaux régionaux.

Article 13.-

Le présent arrêté entrera en vigueur, pour chaque commune issue d'une fusion, le jour de l'installation du conseil communal de la nouvelle commune.

Toutefois, l'article 10 n'entrera en vigueur que le jour de l'installation de la commission d'assistance publique de la nouvelle commune.

Article 14.- ...(correspondant à l'article 12 du projet) ... (voir avis) .

Volgens het opschrift bepaalt het ontwerp-koninklijk besluit "wat de toestand van het personeel van de gemeenten en van de commissies van openbare onderstand betreft, de uitvoeringsmodaliteiten betreffende de samenvoegingen van gemeenten, bekrachtigd bij de wetten van 17 juli 1970".

Deze laatste bijzonderheid in verband met de strekking van het besluit komt niet voor in de tekst zelf. Hieraan zou een artikel 1 van het ontwerp moeten worden gewijd.

De aanhef dient te worden aangevuld met een lid waarin de Ministers worden genoemd op wier voordracht het besluit wordt vastgesteld. Er moet dan overeenstemming zijn tussen de vermeldingen betreffende de Ministers die voordragen, uitvoeren en medeondertekenen.

In het eerste en het tweede lid van de aanhef moet worden verwezen naar de twee bepalingen die rechtsgrond opleveren voor het ontwerp.

In § 2 van artikel 2 van het ontwerp wordt met de "datum van de samenvoeging" bedoeld die waarop de samenvoeging volkomen uitwerking heeft, dat is "de datum van de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente". Aan deze formulering zou de voorkeur moeten worden gegeven.

In artikel 6 van het ontwerp (artikel 8 van de hierna voorgestelde tekst) moet nader worden bepaald dat personeelsleden die 60 jaar oud zijn en 30 jaar dienst tellen op het tijdstip dat de samenvoeging tot stand komt,

.../...

te allen tijde mogen vragen om vóór de leeftijd van 65 jaar gepensioneerd te worden, en dat het gemeentebestuur hun dat kan weigeren.

In artikel 9 van het ontwerp (artikel 10 van de voorgestelde tekst) moet opnieuw het voorbehoud worden gemaakt dat het koninklijk besluit van 24 december 1965 heeft toegevoegd aan artikel 10 van het koninklijk besluit van 29 december 1964 tot vaststelling van de modaliteiten van uitvoering van de samenvoegingen van gemeenten, bekrachtigd bij de wetten van 2 en 6 juli 1964, en dat hier bij vergissing achterwege is gebleven.

*
* *

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt en van de bedoeling van de Regering stelt de Raad van State voor het gehele ontwerp de volgende tekst voor ; daarin zijn ook een aantal wijzigingen van de vorm en de inkleding verwerkt, die geen commentaar behoeven.

VOORGESTELDE TEKST.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING, WAT DE TOESTAND VAN DE AMBTENAREN VAN DE GEMEENTEN EN VAN DE COMMISSIES VAN OPENBARE ONDERSTAND BETREFT, VAN DE REGELEN TOT UITVOERING VAN DE SAMENVOEGINGEN VAN GEMEENTEN, BEKRACHTIGD BIJ DE WETTEN VAN 17 JULI 1970.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 17 juli 1970 houdende bekrachtiging van een derde reeks van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 103 ;

.../...

Gelet op de wet van 17 juli 1970 tot bekrachtiging van een koninklijk besluit genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 2 ;

Gelet op het advies van de representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van ... (zie advies) ... ,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de samenvoegingen van gemeenten, bekrachtigd door de twee wetten van 17 juli 1970.

Artikel 2.-

In de door samenvoeging tot stand gekomen gemeenten wijst de gemeenteraad, in zijn eerste vergadering al, voorlopig en bij voorrang uit de vroegere titularissen van de onderscheiden ambten, een gemeentesecretaris en een gemeenteontvanger, of een gemeentesecretaris alleen aan, naargelang de nieuwe gemeente al dan niet onder het gezag van de arrondissementscommissaris staat.

.../...

Artikel 3.-

§ 1. In de door samenvoeging tot stand gekomen gemeenten bepaalt de gemeenteraad in zijn eerste vergadering of uiterlijk binnen drie maanden na die vergadering :
... (voorts zoals in artikel 2, § 1, van het ontwerp, onder voorbehoud van de hierna volgende wijzigingen) ... :

1° het personeelskader ... naargelang de gemeente al dan niet ten minste 10.000 inwoners telt ;

2° ...

§ 2. Het in § 1 bedoelde administratief statuut waarborgt, in het overgangsstelsel, aan de ambtenaren die in dienst zijn op de datum van de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente, het voordeel van de bepalingen die op hen van toepassing waren in hun vroegere gemeente.

Artikel 4.-

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 2, worden de in artikel 3, § 2, bedoelde ambtenaren met hun vroeger ... (voorts zoals in artikel 3, eerste lid, van het ontwerp) ...

§ 2. ... (zoals in artikel 3, tweede en derde lid, van het ontwerp) ...

Artikel 5.-

§ 1. Zodra de beslissingen bedoeld in artikel 3, § 1, zijn goedgekeurd, voorziet de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen, naar gelang van het geval, in de in het kader opgenomen betrekkingen.

.../...

De raad of het college benoemt de in artikel 3, § 2, bedoelde ambtenaren van ambtswege in betrekkingen die overeenkomen met hun titels en bekwaamheden en met de ambten welke zij vóór de samenvoeging hebben bekleed.

§ 2. Met het oog op de benoeming tot politiecommissaris en tot veldwachter dragen de gemeenteraad en de burgemeester, zo deze gebruik maakt van het recht dat de wet hem toekent, bij voorrang en binnen de grenzen van de artikelen 123 en 129 van de gemeentewet, de titularissen van het ambt van politiecommissaris, onderscheidenlijk veldwachter, van de samengevoegde gemeenten voor.

§ 3. Er mag geen beroep worden gedaan op buitenstaanders, behalve voor betrekkingen waarvoor geen van de in artikel 3, § 2, bedoelde ambtenaren de gestelde voorwaarden vervult.

Artikel 6.-

Ambtenaren die niet op grond van artikel 5 mochten zijn benoemd, worden in overtal benoemd in een graad die overeenkomt met hun titels en bekwaamheden en met het ambt dat zij vóór de samenvoeging hebben bekleed.

In dat geval wordt, als zij in hun vroegere gemeente geen volle dagtaak hadden, de duur van hun arbeidsprestaties niet gewijzigd.

Artikel 7.-

De bezoldiging van de in artikel 3, § 2, bedoelde ambtenaren mag op geen enkel tijdstip lager zijn dan de bezoldiging overeenkomstig de bezoldigingsregeling die op hen van toepassing zou zijn geweest indien zij bij hun vroegere gemeente in dienst waren gebleven.

.../...

Artikel 8.-

Onverminderd de in een gunstiger regeling verkregen rechten, kunnen de vastbenoemde ambtenaren die in dienst zijn op de datum van de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente, op hun verzoek op pensioen worden gesteld vóór de leeftijd van 65 jaar, als zij op die datum ten minste 60 jaar waren en ten minste 30 op rustpensioen aanspraak verlenende dienstjaren telden.

Zij mogen die aanvraag te allen tijde indienen. De gemeenteraad kan ze afwijzen indien hij oordeelt dat de voortijdige oppensioenstelling in strijd is met de belangen van een goed bestuur.

Ambtenaren die aldus voortijdig op pensioen zijn gesteld, worden voor de vaststelling van het pensioenbedrag geacht hun ambt te hebben uitgeoefend tot de leeftijd van volle 65 jaar.

Artikel 9.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 8 blijven de in dat artikel bedoelde ambtenaren onderworpen aan de pensioenregeling die op hen van toepassing was.

Artikel 10.-

Het bepaalde in de artikelen 2 tot 9 is mutatis mutandis van toepassing op de commissies van openbare onderstand van de samengevoegde gemeenten en op de leden van hun personeel, met dien verstande dat de beslissingen, door de commissies van openbare onderstand op grond van dit besluit genomen, vallen onder de toezichts- en controleregeling van de wetten op de openbare onderstand.

.../...

Artikel 11.-

Alle leden van het onderwijzend personeel van de gemeentelijke onderwijsinrichtingen van de samengevoegde gemeenten worden van ambtswege door de gemeenteraad van de nieuwe gemeente benoemd in het onderwijzend personeel van die gemeente.

Tot die benoeming worden zij in dienst gehouden en behouden zij hun bezoldigingsregeling.

Artikel 12.-

Voor zover als nodig is nemen de provinciegouverneurs maatregelen ter vrijwaring van de voordelen, verkregen door de gewestelijke gemeenteontvangers wier ambtsgebied een wijziging heeft ondergaan ten gevolge van een of meer samenvoegingen van gemeenten.

Het bepaalde in artikel 8 van dit besluit vindt overeenkomstige toepassing op de gewestelijke gemeente-ontvangers.

Artikel 13.-

Dit besluit treedt in werking, voor elke door samenvoeging tot stand gekomen gemeente , de dag van de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente.

Artikel 10 treedt echter eerst in werking de dag van de installatie van de commissie van openbare onderstand van de nieuwe gemeente.

Artikel 14.-

... (stemt overeen met artikel 12 van het ontwerp) ... (zie advies).

---

bre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
ırs : en :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
e : uw :	J. MASQUELIN, G. CISELET,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
ieurs : .eren :	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version rançaise et la version néerlan- aise a été vérifiée sous le con- ɔrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

(s.) G. VAN BUNNEN.